



Comité contre les initiatives phytos extrêmes

Conférence de presse du comité national contre les initiatives phytos extrêmes du 9 mars 2021

Des conséquences négatives majeures pour les entreprises de l'alimentaire

Discours d'Isabelle Moret, conseillère nationale, présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses, membres du Comité directeur d'Economiesuisse

Les bonnes solutions ont une vision globale. Ce n'est pas le cas de ces deux initiatives. En tant que présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses, je souhaite mettre l'accent sur l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». Elle entraîne des conséquences négatives majeures pour les entreprises actives dans l'alimentaire.

Cette initiative veut interdire les pesticides de synthèse, non seulement pour la production agricole en Suisse, mais aussi pour la transformation des produits agricoles en Suisse y compris à partir de produits importés. Cette initiative impose ainsi que seules des matières premières produites sans pesticides de synthèse puissent encore être importées. Cette contrainte rend donc le bio obligatoire pour les importations. Ceci a des conséquences graves pour notre industrie de transformation en Suisse, en particulier pour celle qui ensuite réexporte, je pense en particulier au chocolat et café.

À l'heure actuelle, la Suisse exporte de grandes quantités de chocolat et de café qu'elle produit à partir de matières premières importées telles que le café ou le cacao. Est-il nécessaire de rappeler que les agriculteurs suisses ne produisent quasiment pas de café ou de cacao ? En cas d'acceptation de l'initiative, la Suisse aurait besoin de 21 % de la production mondiale de café bio et de 50 % de la production mondiale de cacao bio pour répondre aux besoins de l'industrie suisse. Quasi impossible à obtenir, même dans un délai de 10 ans !

De plus, le café bio et le cacao bio étant plus cher, le prix de nos produits suisses serait donc plus cher, et donc subirait une concurrence encore plus difficile à l'exportation. Il y a certes un marché pour le café bio et le cacao bio mais pas encore de nature à compenser la perte des marchés pour le café et le chocolat ordinaire. Cette restriction qu'impose l'initiative présentent le risque réel que la transformation du café et du cacao, et avec elle les emplois liés et tout un pan de la création de valeur, soit délocalisée à l'étranger. Un enjeu aussi pour les agriculteurs qui fournissent du lait à la filière du chocolat. Bref, fini la Suisse pays du chocolat !

Deuxièmement, en cas d'acceptation de l'initiative la production de matières premières indigène diminuera et les rendements seront plus faibles. Une difficulté importante pour les entreprises alimentaires qui valorisent leur produit grâce au Swissness !

Il faudra donc s'attendre à des changements majeurs dans l'assortiment des produits agricoles élaborés en Suisse. Notamment l'offre intérieure en sucre, en fruits, en légumes, en pommes de terre et en viande (surtout celle de porc et de volaille) se trouverait gravement affectée. Alors que la transformation revient déjà moins cher à l'étranger grâce à des coûts de production inférieurs, si vous ajoutez la difficulté supplémentaire de ne pas disposer de suffisamment de matières premières suisses, certaines usines de transformation suisses cesseront simplement d'exister à moyen terme.

En conclusion, avec l'acceptation de cette initiative la place économique suisse connaîtra un affaiblissement de tout son secteur agricole et alimentaire, et de nombreux emplois sont menacés.